

*Initiatives ministérielles*

secteurs de ce qu'on appelle l'économie sociale, qui est aussi une économie essentielle pour qu'une société fonctionne.

On se rend compte qu'une économie qui ne vise que la rentabilité pure crée deux classes dans la société: ceux qui performant très bien dans ce système, et à côté, ceux qui ont du mal à suivre et qu'on essaie tout simplement de faire vivre par ce que j'appellerais des espèces de valium, des fonds de compensation. Il est sûr qu'il faut que les gens reçoivent de l'argent de l'aide sociale pour pouvoir continuer de vivre, de se nourrir, etc., mais je pense qu'on aurait un défi beaucoup plus relevé à mettre sur la table. Il s'agirait d'utiliser le potentiel humain de chacun et qu'on soit évalués au bout d'un an, au bout d'un mandat gouvernemental, non pas seulement en termes de chiffres financiers sur les montants d'argent qu'on a réussi à économiser, mais aussi sur la façon dont on a utilisé le potentiel des citoyens de notre pays.

• (1925)

Je pense que cela serait un choix différent de société. Il faudrait que l'on ait le courage de mettre sur la table un objectif comme celui-là. C'est le rôle du gouvernement de faire ce genre de débat. Je fais la suggestion que cela prenne la forme d'un forum national, et je crois qu'il serait intéressant que cela puisse être déposé.

On a fait clairement un autre constat, qui est la nécessité de couper les dépenses. Partout au Canada on partage le point de vue que le Canada a vécu au-dessus de ses moyens pendant un certain temps. Le hic, c'est de faire en sorte que les dépenses soient coupées au bon endroit. On se trouve actuellement dans une guerre de poids très traditionnelle où les gens mieux organisés réussissent à éviter que leurs services soient touchés, alors que les gens moins bien organisés y goûtent régulièrement année après année.

On l'a vu par le dépôt de la réforme de l'assurance-chômage. C'est très évident que l'on s'attaque aux travailleurs saisonniers. Quand on dit qu'un saisonnier, dans trois ans, à la suite de l'utilisation de plus de 100 semaines d'assurance-chômage, va voir ses prestations diminuer de 5 p. 100, c'est très clair à mes yeux qu'on s'attaque à des gens qui sont moins bien organisés en société, alors qu'il y a des lobbyistes très puissants qui réussissent à s'en tirer beaucoup plus facilement.

Je crois que c'est la responsabilité d'un gouvernement de faire en sorte que ces choses ne se produisent pas, et nous avons la responsabilité comme parlementaires de regarder les questions budgétaires sous cet angle.

Le Bloc québécois a mis de l'avant des éléments qu'il serait intéressant de soumettre, surtout en cette période prébudgétaire. Un de ceux-ci serait de réviser l'ensemble des conventions fiscales signées avec des pays considérés comme des paradis fiscaux. Il y a des exemples qui sont connus où plusieurs centaines de millions de dollars échappent au fisc canadien en raison de l'existence de ces conventions fiscales. C'est le temps, pendant que l'on fait les préparations prébudgétaires, de mettre ces choses sur la table.

Un autre élément serait de procéder à une révision complète de la fiscalité pour simplifier le système et restaurer l'équité, en éliminant les iniquités fiscales qui peuvent profiter aux grandes entreprises et aux contribuables à revenus élevés. On constate partout, à toutes les portes où on cogne dans nos comtés, la nécessité pour le citoyen de voir qu'il y ait une équité. Les firmes, par exemple, les 77 000 entreprises rentables qui n'ont pas payé un sou d'impôt dans une année donnée du cycle fiscal, ce nombre d'entreprises devrait disparaître pour qu'une entreprise qui fait des profits paie un impôt.

Il ressort aussi des consultations prébudgétaires une inégalité entre les citoyens de pouvoir interpréter la Loi de l'impôt. Ce n'est pas tout le monde qui peut se payer un comptable, ce n'est pas tout le monde qui peut avoir l'expertise d'un fiscaliste, mais les grandes entreprises peuvent faire ce type de choses et trouver tous les trous qu'il peut y avoir dans une loi. Il faut peut-être faire un grand ménage dans la fiscalité et s'assurer que la Loi de l'impôt soit étanche à de telles manoeuvres. Je pense que c'est une volonté des Québécois et des Canadiens que de telles choses se produisent.

Tout cela, il ne faut jamais l'oublier, est fait pour que l'on puisse dire en bout de ligne: est-ce que notre société favorise l'égalité? Permet-elle à plus de monde de développer son potentiel, d'être utilisé, d'être heureux et d'avoir un salaire qui permette de faire vivre sa famille, de contribuer à la société?

Si on se donnait cet objectif et que, de façon systématique, je dirais quasiment de façon butée, on alignait toutes les politiques gouvernementales en fonction de cela, on apporterait des changements significatifs. Les gens pourraient se parler de façon autre et pourraient sortir de leur position actuelle où on place la rentabilité économique et l'aspect social parmi les principaux problèmes que l'on rencontre.

• (1930)

Je pense qu'une société doit se donner des barèmes d'évaluation afin d'évaluer en même temps la façon dont elle performe économiquement et la façon dont elle utilise les gens. M. Lévesque avait l'habitude de dire qu'on évalue une société à la façon dont elle traite ses plus démunis. Cela m'apparaît un jugement qu'il faudrait toujours garder à l'esprit pour voir si, effectivement, on livre bien la marchandise, si les citoyens sont fiers de l'action de leurs parlementaires.

Aujourd'hui, la réalité, ce n'est pas cela. Aujourd'hui, il y a un clivage très net. On reçoit des lettres à nos bureaux de comté où on peut y lire: «Qu'attendez-vous pour agir, pour que les gens qui ont de très gros revenus, qui profitent de l'évasion fiscale fassent eux aussi leur part?»

En conclusion, je crois qu'il s'agit d'un élément important des choix à faire. Il faut s'assurer que, dans les prochaines étapes où on a encore des efforts budgétaires à faire, tout le monde sente qu'on le fait avec équité, que chacun fait sa part, que chacun fournit sa pierre pour ériger l'édifice de telle façon qu'en bout de ligne, on n'ait plus l'impression que certains profitent du système alors que d'autres en sont les victimes.

C'est à ce prix que les consultations qui sont menées d'une année à l'autre pourront être efficaces, si, effectivement, on tient compte des idées des gens, si on les intègre dans les choix